

BIBLIOGRAPHIE

Maurice AGULHON, *Histoire vagabonde I - Ethnologie et politique dans la France contemporaine; II - Idéologies et politique dans la France du XIX^e siècle; III - La politique en France, d'hier à aujourd'hui*. Paris, Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », 1988 et 1996, 319, 307 et 284 p.

La parution du troisième volume d'*Histoire vagabonde* est l'occasion de rendre compte de l'ensemble de ce recueil de contributions et d'articles, choisis par l'auteur lui-même dans une œuvre considérable par l'ampleur et la variété des sujets abordés, de la Révolution à nos jours, et la fécondité de ses problématiques. La Provence, qui a constitué le premier site de recherche de M. Agulhon, et plus largement le « Midi » y sont présents, de façon évidemment inégale selon le thème et aussi la date des travaux, parfois publiés dans des revues à diffusion restreinte, voire inédits en français. Sans doute est-il permis à l'historien provençal de regretter que n'ait point été retenue la communication sur « La notion de village en basse Provence vers la fin de l'Ancien Régime » (90^e Congrès national des sociétés savantes, Nice, 1965, section d'histoire moderne et contemporaine, t. I, p. 277-301) qui fonda la notion de « village urbanisé », dont on sait la postérité chez les historiens, les géographes et les sociologues. M. Agulhon n'a pas souhaité non plus reprendre les articles qu'il a donnés sur les pénitents du Midi, et en particulier « Les confréries de pénitents au XIX^e siècle », publié dans *Études sur l'Hérault*, nouvelle série, n° 3, 1985, p. 29-40, analyse importante qui reste pourtant peu connue des spécialistes des confréries.

L'historien de l'espace régional fera d'abord son profit des travaux qui concernent directement des aspects de l'histoire de la Provence ou des Provençaux. Ainsi, dans le premier volume, l'article « Les chambrées en basse Provence, histoire et ethnologie », dans lequel M. Agulhon analyse les termes d'un important débat méthodologique entre ces deux disciplines à l'occasion de la parution de sa première thèse et de celle de l'ethnologue Lucienne A. Roubin, *Chambrettes des Provençaux* (Paris, 1970); citons également, dans le même volume, « Zola interprète de la Révolution » (sur *La fortune des Rougon*). Dans le tome II, « Portalis adversaire de Mirabeau » et « Emile Ollivier, le socialisme et le bonapartisme ». Dans le dernier volume, « *La Marseillaise* dans l'histoire symbolique de la France ».

Nombre d'articles mettent en œuvre une documentation provençale. C'est le cas des deux études classiques « Imagerie civique et décor urbain » et « La *statuomanie* et l'histoire » (1975 et 1978, t. I) auxquelles l'on doit ajouter « La république à la fontaine » (t. III, contribution de M. Agulhon aux mélanges aixois offerts à G. Duby). « Le début du mouvement dans les petites villes » (t. I) concerne pour l'essentiel la guerre d'Espagne mais propose une comparaison avec la Provence; toujours dans le tome premier, « Le sang des bêtes : le problème de la protection des animaux en France au XIX^e siècle » renferme des remarques très importantes sur les débuts de la corrida à Arles et Nîmes.

Le Sud-Est est aussi mentionné de façons diverses dans les études qui concernent la mémoire et les monuments commémoratifs : « Une contribution au souvenir de Jean Jaurès : les monuments en places publiques » (t. I) enseigne que sur 29 mémoriaux recensés, un seul se trouve en Provence, à Mouans-Sartoux où il subsiste, privé de son médaillon; un autre à Montélimar a disparu. « Le mythe de Garibaldi en France de 1882 à nos jours » (t. II) signale que des rues de Nice, Marseille, Toulon, La Seyne portent son nom et étudie le monument commémoratif de Nice, sa ville natale. « La liberté de Bartholdi en France » (t. III) mentionne dix répliques réduites de la célèbre statue colossale, dont celle de Saint-Cyr-sur-Mer. De façon plus inattendue, l'on trouvera dans « le choix des Parisiens illustres » (t. III également), où M. Agulhon analyse le décor statuaire de l'hôtel de ville de Paris, mention de la protestation d'un conseiller d'origine provençale s'étonnant en vain que parmi les statues représentant les grandes villes de France ne figurent pour le Sud-Est que Marseille et Nice. Indiquons enfin que « Sur les pas de Daniel Halévy » (t. II, préface à la réédition de *Visites aux paysans du Centre*) renferme une brève évocation des liens de l'historien marseillais P. Guiral avec D. Halévy.

Telle lecture « localisée » est évidemment très réductrice : ces trois recueils sont le reflet de l'aventure intellectuelle et scientifique d'un grand

historien¹. L'on peut y suivre d'abord l'universitaire aixois à la découverte de deux thèmes majeurs d'études, la sociabilité et la « statuomanie », qu'il a fait entrer dans le champ historique; puis, devenu Parisien tout en gardant de fortes attaches régionales, M. Agulhon élargit à l'ensemble de l'histoire politique des républiques et à leur héritage des recherches débutées avec la Seconde; il explore de nouvelles problématiques d'histoire des mentalités, parfois le temps seulement d'un article d'importance (« Le sang des bêtes »); il poursuit sa réflexion sur l'histoire des signes et symboles du pouvoir, de la république, de la France, ainsi que sur la mémoire et la commémoration des événements et des hommes (il rédige alors dans l'ouvrage collectif dirigé par Pierre Nora, *Les lieux de mémoire*, des contributions sur « la mairie », « le centre et la périphérie » et « Paris »). Professeur au Collège de France, il intervient davantage dans les « débats » contemporains et les « questions d'aujourd'hui » (titres de parties des tomes II et III), par des articles de synthèse et surtout en livrant les éléments d'une analyse personnelle par des prises de positions nourries d'un considérable savoir historique et fort éloignées des conformismes ambiants (« Faut-il avoir peur de 1989? », « Que faire de la patrie? », « Faut-il avoir peur de l'ordre moral? »).

En ces temps de travaux souvent hâtifs et d'habilitations parfois prématurées, la lecture de ces trois volumes semble des plus profitables à la communauté historique *lato sensu* : elle y trouvera des modèles d'inventivité pour élargir les bornes des curiosités significatives du chercheur et du savoir historique, des leçons de scrupule documentaire – M. Agulhon a enseigné à ses étudiants qu'il ne convient pas d'écrire avant d'avoir longuement acquis une véritable érudition du sujet – et des exemples de la précision de pensée et d'expression nécessaires au métier d'historien. L'on se bornera sur ce point à citer la dernière phrase de l'ouvrage : « Notre seul but ici était de rappeler la part que doivent faire à la rigueur du langage employé tous les débats dignes de ce nom. »

Régis BERTRAND

1. Rappelons que M. AGULHON a évoqué sa formation, sa carrière et ses recherches dans P. NORA éd., *Essais d'ego-histoire*, Paris, 1987, p. 9-59 et aussi dans Collectif, *La bibliothèque imaginaire du Collège de France*, Paris, 1990, p. 7-16.

Bernard GUILLEMAIN, *Les papes d'Avignon, 1309-1376*. Paris, le Cerf, 1998, 185 p. (coll. Petits Cerf-Histoire).

Chez un maître de l'histoire religieuse du Moyen Âge, reprendre inlassablement la plume pour traiter à grands traits, même s'ils sont alertes, une période qui marqua à ce point l'histoire de l'Église et de la France, tient quelque peu de la bravoure.

Après une carrière universitaire passée à Bordeaux et dont les pôles éditoriaux sont constitués par *la Politique bénéficiaire du pape Benoît XII* (1952), l'édition de sa thèse, *La Cour pontificale d'Avignon. Étude d'une société* (1962) et celle des *Recettes et dépenses de la Chambre apostolique... Clément V (1308-1309)* (1978), sans compter la cinquantaine d'ouvrages, collaborations et articles concernant le sujet et qui ne représentent qu'une partie de la bibliographie parue dans le volume d'hommage à lui offert, *les Prélats, l'Église et la société, XI^e-XV^e siècles* (Bordeaux, 1992), c'est pourtant ce que vient de réaliser Bernard Guillemain en livrant une synthèse accessible au public cultivé et à plus forte raison aux étudiants, synthèse à mi-chemin entre le classique Guillaume Mollat, *Les papes d'Avignon, 1305-1378* (1^{re} éd., 1912, 10^e en 1965) et le *Que sais-je ?* d'Yves Renouard, *La Papauté à Avignon* (1954, 3^e éd., 1969) qui couvrait les débuts du Grand Schisme jusqu'à la fuite de Benoît XIII en 1403.

L'absence de notes et la bibliographie générale volontairement restreinte sont de nature à plaire au grand public, qui trouvera néanmoins un encouragement à persévérer dans les compléments de références, « Pour continuer l'étude » qui clôturent chaque chapitre. Les érudits eussent aimé sans doute retrouver la mention des *Sources de l'histoire économique et sociale du Moyen Âge, Provence-Comtat Venaissin-Dauphiné-États de la maison de Savoie* de R.-H. Bautier et J. Sornay (Paris, 1968-1974, 3 vol.) en raison de la présentation détaillée des sources vaticanes en particulier. Quelques mises à jour bibliographiques pouvaient s'imposer : ainsi, *l'École d'Avignon* de M. Laclotte et D. Thiébaud, 1983, au lieu de M. Laclotte, même titre, 1960; l'édition augmentée (1998) de J. Richard, *la Papauté et les missions*, au lieu de celle de 1977; la traduction française d'*Un peintre italien à la cour d'Avignon, Matteo Giovanetti...*, d'Enrico Castelnuovo, 1996, au lieu de l'édition italienne de 1962.

Les dix-sept documents procurés en annexe éclairent de manière utile, par des cartes et plans, graphiques et statistiques tel point de l'exposé : ils proviennent de différents historiens ayant traité le sujet au moins sous l'un de ses aspects, de Baluze à Georges Duby. A noter que parmi ces documents, les tableaux statistiques des mouvements de fonds (n° 7) et de répartition des dépenses (n° 8) empruntés à Y. Renouard, *Les relations des papes d'Avignon et des compagnies commerciales...* diffèrent légèrement de ceux donnés par

F. Piola Caselli, *La Costruzione del palazzo dei papi di Avignone* (Milano, 1981, p. 45 et 51), sauf pour les dépenses d'Innocent VI et d'Urbain V, où les écarts sont plus importants.

Pour embrasser la matière de ce vaste sujet touchant à l'histoire des institutions, de la politique internationale, des arts, à la prosopographie, sans doute le plan importe-il assez peu : portraits, géopolitique, administration... Ici, un subtil dosage entre chronologie et exposé thématique prenant en compte les progrès de la publication des sources pontificales comme ceux de l'érudition locale, soutient l'intérêt du lecteur. Le style narratif élégant qui n'exclut ni les réminiscences éclairant le contexte ni les notations personnelles – ainsi, dans le conflit opposant les papes à l'empereur Louis de Bavière, « l'étrange sollicitude » initiale de ce dernier à l'égard des Habsbourg et dans la même crise le revirement de Benoît XII sous la pression du roi Philippe VI, ce qui nuance quelque peu « les desseins bienveillants » à l'égard de Louis (G. Mollat) et « l'intransigeance du pape » (Y. Renouard).

L'on aura compris par cet exemple que le champ rédactionnel ici offert à Bernard Guillemin convenait parfaitement pour réussir la tentative de « faire le point » qu'il a souhaitée.

Michel HAYEZ

Marie-Hélène FROESCHLÉ-CHOPARD, *Espace et sacré en Provence (XVI^e-XX^e siècles). Cultes, images, confréries*. Paris, Le Cerf, 1994, 605 p.

Voici un des livres les plus importants pour l'histoire religieuse de la Provence qui ait paru au cours de cette décennie. M.-H. Froeschlé-Chopard y propose une synthèse des nombreux articles qu'elle a publiés depuis un quart de siècle sur son terrain de prédilection, cette Provence orientale à laquelle elle avait consacré naguère sa thèse (M.-H. Froeschlé-Chopard, *La religion populaire en Provence orientale au XVIII^e siècle*, Paris, Beauchêne, 1981), qui est élargie ici aux diocèses de Fréjus et Nice. Elle y tire aussi parti des travaux collectifs du séminaire qu'elle anime depuis plus de quinze ans à l'E.H.E.S.S. de Marseille, ce qui lui permet parfois des comparaisons avec les autres portions de l'espace provençal, voire d'autres régions françaises. L'étude s'étend sur une longue durée qui va du XVI^e au XX^e siècle; l'essentiel de l'ouvrage concerne cependant les XVII^e et surtout XVIII^e siècles et les

pages qui traitent de l'époque contemporaine dégagent des « continuités et ruptures » pour l'iconographie surtout. Cette « recherche minutieuse et persévérante d'un espace sacré » est conduite grâce à plusieurs grands ensembles de sources sérielles – visites et enquêtes pastorales, inventaires de 1905, pouillés et même cartulaires médiévaux, mais aussi cartes anciennes (celle de Cassini), dont l'apport documentaire est chaque fois soigneusement défini et critiqué – ainsi est montré le caractère assez médiocre pour une étude quantifiée des notices hétérogènes de la *Description de la Provence...* d'Achard, tributaires de plusieurs informateurs.

En revanche, M.-H. Froeschlé-Chopard étudie les titulatures des lieux de culte, des autels et des retables selon « des catégories grossièrement historiques », dont elle use depuis longtemps dans ses travaux et ceux de son séminaire mais qui auraient mérité sans doute plus amples justifications. D'abord parce que la période où a vécu un saint ne correspond point forcément à celle où son culte est en vigueur – la catégorie « Sainte Famille » est ainsi aussitôt obérée du constat que le culte de sainte Anne et de saint Joseph sont assez largement le fait de la Réforme catholique. Ces catégories seraient encore plus inadéquates pour l'étude des reliques, puisque nombre de celles des compagnons du Christ résultent d'« inventions » ou d'importations médiévales et celles des catacombes romaines ne sont découvertes et ne commencent à se répandre qu'aux temps modernes. De plus, elles conduisent à mêler sous l'étiquette vague de « saints de l'Écriture » des anges, d'éventuels patriarches et prophètes et les premiers saints du Nouveau Testament ou bien sous celle de « saints des premiers siècles » des saints et saintes que l'Église distingue soigneusement (martyrs, évêques, vierges) et qui sont représentés de façon radicalement différente dans l'iconographie, laquelle d'ailleurs respecte leur hiérarchisation (cf. p. 211). Telles catégories ne permettent donc pas au lecteur de savoir combien de saints évêques ou de martyrs sont représentés sur les tableaux de Provence orientale, ce qui est dommage. C'est l'occasion de regretter qu'une fois de plus en France un ouvrage fondé sur des études quantitatives multiplie les graphiques sans fournir systématiquement des listes numériques des occurrences observées, ce qui permettrait à d'autres chercheurs de redistribuer ces informations selon des combinaisons différentes en fonction de leurs problématiques.

M.-H. Froeschlé-Chopard analyse d'abord l'inscription du sacré dans le paysage, « le monde du dehors » (par opposition aux sacralités renfermées par l'église paroissiale) que constituent les chapelles des terroirs. L'auteur tire de l'étude de leurs titulatures des conclusions sur la première christianisation de la Provence. Cette plongée dans une histoire presque millénaire, qui s'appuie essentiellement sur le dépouillement des cartulaires édités et les travaux de Jean-Claude Poteur, démontre surtout « le poids du passé », soit le conservatisme des titulaires à travers reconstructions et parfois déplacements

d'édifices. Selon la p. 150, la Provence serait caractérisée par une association de saints originale « dans laquelle un équilibre s'est établi entre la Vierge, le saint de l'Écriture et un saint des premiers siècles qui est, ailleurs, omniprésent ».

A partir du XVII^e siècle, l'église paroissiale va cesser de refléter ce « monde du dehors » pour développer des cultes nouveaux, spécifiques (le Rosaire, le Purgatoire), qui tendent à être organisés autour du Christ et des membres de la Sainte Famille. Ils occupent vite la place d'honneur, reléguant les saints traditionnels au bas de l'église (« saints de la porte »). Cette hiérarchisation nouvelle de l'édifice cultuel par rapport au maître-autel, siège de la Présence réelle, supprime et efface une hiérarchie spatiale précédemment fondée sur la distinction entre la droite et la gauche, les côtés de l'Évangile et de l'Épître.

La seconde partie est consacrée au « monde du dedans », soit à l'évolution des dévotions dans les églises à travers les autels et les « systèmes d'images » de l'iconographie des retables. Elle apporte une remarquable démonstration destinée à devenir classique, qui complète et prolonge en amont et en aval celle que M.-H. Froeschlé-Chopard avait déjà proposé dans sa thèse. Les grands « retables-iconostases » à panneaux juxtaposés, hérités du Moyen Âge finissant, combinent à travers un compartimentage archaïque un axe vertical qui est celui des images divines et l'axe horizontal des hiérarchies de saints, alignés en position frontale et hiératiques. Cet « art de manifestation » va se muer en « art de représentation » au XVII^e siècle avec le « tableau de scène », dont les personnages sont intégrés à une composition dans un paysage au lieu d'être juxtaposés et dont la hiérarchisation par registres superposés est essentiellement verticale. Le saint perd sa puissance tutélaire sur la communauté des habitants pour devenir un intercesseur entre le fidèle et Dieu et il ne cesse entre les XVII^e et XIX^e siècles de perdre du terrain au profit de la Vierge, « qui se hisse au rang des personnes divines » et accentue son pouvoir protecteur.

L'époque contemporaine est marquée par l'importance prise, ici comme ailleurs, par la statuaire, en particulier dans la seconde moitié du XIX^e siècle, qui éclipsé les tableaux au point de se surimposer à eux. Elle renforce le « christocentrisme » de l'iconographie (statues du Sacré-Cœur et de l'Enfant-Jésus) et le poids de la Vierge mais manifeste aussi la forte résistance auprès des fidèles du culte des saints intercesseurs, parmi lesquels Antoine de Padoue progresse très fortement. Le XX^e siècle marque une rupture avec l'évolution iconographique des siècles précédents et le concile de Vatican II constitue un « traumatisme » en concentrant la sacralité de l'église sur le maître-autel et en tolérant très inégalement la conservation d'une statuaire héritée du passé, révélatrice lorsqu'elle subsiste de la permanence chez les fidèles d'un culte de recours.

Les confréries, commanditaires de cette iconographie, sont selon l'auteur les « acteurs du changement » intervenu au XVII^e siècle. La dernière partie de

son étude s'inscrit cependant en rupture avec les précédentes : au lieu de procéder à une étude sur la longue durée de l'ensemble de ces confréries qui entretiennent autels et chapelles, M.-H. Froeschlé-Chopard retrace l'évolution générale de trois types d'associations d'Ancien Régime, la confrérie mariale du Rosaire, les pénitents et les confréries du Saint-Sacrement. La Provence orientale semble parfois quasiment oubliée dans des développements consacrés à des confréries romaines, liégeoises, rouennaises ou limousines. Elle l'est tout à fait lorsqu'en guise de conclusion l'auteur donne un premier aperçu de ses recherches en cours sur la cartographie des brefs d'indulgences à travers l'Europe catholique. L'on ne saurait certes nier le grand intérêt de ces quelque cent cinquante pages ; l'on regrette même qu'elles n'aient pas formé le point de départ d'une étude de synthèse plus large publiée par ailleurs. Mais l'on aurait sans doute préféré, au terme de la seconde partie, suivre l'action et l'évolution des confréries dédiées aux « saints de la porte » ou aux « dévotions nouvelles » et l'on s'interroge sur les modalités d'apparition et de financement de la statuaire du XIX^e siècle, dont on ignore si elle est promue par des formules associatives, qu'elles soient héritées ou renouvelées, et si elle sert de support à des pratiques pieuses collectives.

Le problème que pose cette recherche est celui de son éventuelle généralisation hors de son cadre d'élection. Je ne suis pas persuadé que la Basse-Provence orientale et centrale soit le meilleur site d'étude pour tous les phénomènes abordés – la dernière partie tendrait à en fournir parfois la démonstration contraire. Cette zone est marquée dans les diocèses de Grasse et Vence, favorisés par de fort belles archives, par la modestie démographique et économique de nombre de communautés villageoises. La qualité documentaire très moyenne, à mon jugement du moins, des visites pastorales de Fréjus paraît conduire à la sous-estimation du poids des « villages urbanisés » et des gros bourgs. Deux acteurs des dévotions dans les grands sites urbains de Provence occidentale, les confréries professionnelles et les religieux, ne sont quasiment pas pris en compte ici. Métiers jurés et couvents étaient sans doute peu nombreux dans la sénéchaussée de Grasse mais nullement négligeables déjà dans le diocèse de Fréjus, où une ville telle que Draguignan en renfermait, même si les visites pastorales ne les reflètent que médiocrement. Or des dévotions telles que celles du Sacré-Cœur ou l'Enfance du Christ se propagent initialement à travers les réseaux des maisons religieuses (la Visitation et les Jésuites pour l'un, les Carmes et l'Oratoire pour l'autre) avant d'atteindre éventuellement les églises paroissiales du monde rural.

Ce maître-livre a été couronné du Grand Prix historique de Provence, décerné pour la première fois en 1995 par un jury présidé par Jean Chélini et doté par le Conseil général des Bouches-du-Rhône.

Augustin-Hervé LAFFAY, *Dom Augustin de Lestrange et l'avenir du monachisme (1754-1827)*, Paris, Cerf, « Histoire religieuse de la France », 1998, 659 p.

La vie et l'action de dom Augustin de Lestrange, dernier maître des novices de la Grande Trappe puis restaurateur sinon second fondateur de la réforme cistercienne de Rancé, pourraient sembler *a priori* sans rapport avec le Sud-Est. La seule fondation importante et durable des Trappistes y est celle d'Aiguebelle (Drôme), aux marges des Terres adjacentes. Cet ancien monastère cistercien, racheté en novembre 1815 pour y établir un groupe de moins venus de la Valsainte (Suisse), a fait l'objet de la thèse d'état de Bernard Delpal, récemment publiée. L'importante et très intéressante étude du p. Laffay, munie d'un précieux *index*, concerne néanmoins notre région pour trois épisodes du rétablissement de l'ordre en France.

Le principal est l'installation éphémère des Trappistes au Mont-Genèvre, qui doit être replacée dans le contexte de la réouverture pendant le Consulat des routes alpines et le rétablissement des hospices de montagne. Celui du Mont-Cenis est alors confié à dom Gabet, dernier abbé de l'abbaye cistercienne de Tamié en Savoie. Lorsqu'en 1805 Napoléon devient roi d'Italie, la communauté trappiste de dom de Lestrange, établie à La Cervara (Piémont) s'efforce d'échapper à sa suppression en se mettant à la disposition de l'empereur. Elle est affectée à un hospice qui doit être construit au Mont-Genèvre, ce qui signifie pour elle un retour discret en France; elle bénéficie de l'appui de Portalis et de l'intérêt que portent plusieurs communes des environs à des moines qui prennent alors des pensionnaires et sont donc enseignants. Mais après la mort de Portalis, remplacé par Bigot de Préameneu, les coûteux projets de bâtiments (dont les plans sont publiés en hors-textes) sont abandonnés en 1808. Le conflit entre Napoléon et le pape va mettre fin à la présence trappiste dans les Hautes-Alpes : le 28 juillet 1811, Napoléon supprime les couvents de la Trappe établis dans l'Empire; moines et élèves sont dispersés. Les anciens religieux de Tamié, établis au Mont-Cenis, s'installent au Mont-Genèvre. Ils retournent en Savoie après la fin de l'Empire mais dom de Lestrange décline en 1816 une proposition de réinstallation des Trappistes au Mont-Genèvre.

La « *domunculae* » de la Sainte-Baume est « un cas exemplaire de fondation lestrangienne boiteuse ». Dès 1817, dom de Lestrange s'intéresse à la grotte et il établit à proximité une petite communauté en 1824 grâce au marquis d'Albertas. Les difficultés internes et externes s'accroissent et le chapitre général de 1835 supprime cette fondation. Le p. Laffay ne l'étudie que très brièvement car il y reviendra dans des travaux à paraître. Il fera de même pour le bref passage des Trappistes à Notre-Dame de Lumières (Vaucluse), qui a été signalé naguère par Bernard Cousin.

L'« Odyssée » de dom de Lestrangle ne passe donc guère par la Provence, où les Bernardins seront rétablis bien après sa mort par le p. Barnoin selon « l'observance mitigée » de Sénanque et Lérins. Le fait mérite d'être souligné car le p. de Lestrangle ne semble avoir prêté aucune attention aux « sœurs cisterciennes » de Provence, alors que les trois abbayes qui ont subsisté sont aujourd'hui considérées comme des chefs d'œuvre de son ordre. Mais ces maisons n'avaient eu qu'une existence médiocre sous l'Ancien Régime et n'occupaient sans doute qu'une place très modeste dans la mémoire collective de l'ordre; et la qualité architecturale de leurs bâtiments restait encore à découvrir.

Régis BERTRAND

« Protestants en Vaucluse », actes du colloque d'Avignon, 17 octobre 1998, *Mémoire de l'Académie de Vaucluse*, huitième série, t. VII, année 1998, 167 p.

Les actes de ce colloque organisé par l'académie de Vaucluse et les Archives départementales sous la présidence de Gabriel Audisio rassemblent huit communications qui constituent des études originales, rédigées à partir d'une documentation inédite ou examinée à nouveaux frais, ce qui est méritoire, tant les réformés du Luberon et d'Orange et leurs ancêtres vaudois ont fait l'objet de travaux importants, depuis les recherches pionnières du pasteur Arnaud jusqu'aux thèses de Marc Venard et Gabriel Audisio.

Trois contributions portent sur le XVII^e siècle. C. Borello étudie « la plus grosse communauté protestante de Provence », celle de Lourmarin, à partir d'un bel ensemble de sources conservées : le protestantisme s'avère solidement établi dans ce bourg à la population majoritairement réformée et majoritairement paysanne, en dépit du nombre des abjurations. S. A. Eurich suit les conflits confessionnels dans la principauté d'Orange à travers les clauses charitables des testaments catholiques et réformés. Les legs des premiers s'adressent en particulier à la « confrérie de la miséricorde » qui mène une action vigoureuse de défense du catholicisme. F. Moreil analyse les registres du consistoire de Courthézon, conservés entre 1617 et 1703, riche d'indications sur la vie sociale, la discipline morale et les pasteurs. F. Chauzat étudie pareillement un fonds d'archives, celui de la congrégation de la propagande d'Avignon qui accueille 132 filles et fillettes d'origine réformée entre 1685 et 1789. Ch. Feuillas analyse l'application de l'édit de 1787 dans la

principauté d'Orange à travers les déclarations de mariages, baptêmes et décès (devant le juge, sauf rares exceptions).

Cl.-F. Hollard retrace l'histoire des rapports entre les pouvoirs publics et les protestants dans le département pendant la première moitié du XIX^e siècle; à Orange ou dans l'arrondissement d'Apt, le protestantisme est une donnée ancienne que l'administration sait prendre en compte, alors qu'à Avignon, la communauté qui se forme reste longtemps « niée ». Les dix-huit protestants de La Tour-d'Aigues se sont également heurtés à de fortes difficultés. La construction des temples protestants et le « coin protestant » du cimetière d'Avignon font enfin l'objet des communications de B. Thomas et A. Maureau. Lieux de culte et tombeaux inscrivent dans le paysage moins la différence réformée que sa présence par leur discrétion et la reprise de formes architecturales usitées par les catholiques. La conclusion de G. Audisio ouvre des perspectives méthodologiques à la poursuite d'une étude affinée du phénomène protestant en Vaucluse dans la complexité de ses rapports avec la société qui l'englobe.

Au total, un ensemble de grande qualité qui constitue dignement avec le fascicule 197 de *Provence historique* consacré à la publication des actes du congrès de Marseille, la contribution du Sud-Est au renouvellement des connaissances suscité par la commémoration du quatrième centenaire de l'Édit de Nantes.

Régis BERTRAND

Pierre CARRÉ, Jean DOMENICHINO, *Un parcours de prêtre-ouvrier*, Paris, L'Harmattan, 1999, 158 p.

Pierre Carré est un prêtre ouvrier de la deuxième génération, celle qui s'installe dans le monde du travail au milieu des années soixante, sur la lancée du concile Vatican II. Issu lui-même du monde des humbles, n'ayant pu poursuivre les études au-delà de l'école primaire, il a commencé par travailler comme ouvrier agricole. Militant dans les associations catholiques de jeunes, ce prolétaire entre en prêtrise assez tard, mais découvre une nouvelle vocation avec les Fils de la Charité qui, eux, se consacrent à son milieu d'origine. C'est cet itinéraire qu'a entrepris de raconter, simplement, Pierre Carré. Il est aidé dans cette entreprise par Jean Domenichino, maître de conférences à l'Université de Provence et historien du monde du travail, qu'il a connu à Port-de-Bouc. Car, en plus du récit d'une expérience qui n'est jamais ordi-

naire, même si elle est présentée comme allant de soi, ce témoignage intéresse aussi l'histoire de notre région. En effet, une équipe des « Fils » est envoyée à Fos où est en train de sortir du marais la zone industrielle dans des conditions qui ressemblent à celles des fronts pionniers, avec ses terrains vagues, ses habitats de fortune, ses foires aux hommes, l'afflux de migrants, des conditions de travail rudes. Pierre Carré, après avoir passé plus de cinquante ans dans sa région d'origine – la région parisienne – fait partie de cette équipe. D'abord employé dans la construction, il cherche à s'implanter dans la grande industrie. Embauché à la Solmer, il devient l'animateur de la section CGT et son témoignage sur l'action syndicale, sa façon de la concevoir, le souci de constituer une communauté de travailleurs, ses difficultés et ses échecs – celui de la grève d'avril 1979 – constitue, avec la description des conditions de travail dans cet univers à part, un document d'histoire sociale de première importance. L'engrenage de l'engagement le conduit à prendre d'autres responsabilités syndicales (conseil des prud'hommes, instances départementales de la CGT) et politiques, puisqu'il devient adjoint au maire communiste de Port-de-Bouc.

Le témoignage est parfois rapide et suscite chez le lecteur – qui aimerait en savoir souvent plus – des interrogations, que ce soit sur ses conceptions de la politique et du syndicalisme, sur la concurrence CGT - CDFP (dont un autre prêtre ouvrier est responsable...), sur les relations avec l'encadrement des entreprises ou celui des syndicats, ou, tout simplement, sur le rapport à la région noué par cet homme qui lui était, à bien des égards, très étranger. D'autres questions portent sur son insertion au sein de l'Église locale, sur le fonctionnement des Fils de la Charité ou sur les liens éventuels avec les autres prêtres ouvriers du secteur. Il est vrai que Pierre Carré y répond partiellement *in fine*, toujours avec la même simplicité et la même franchise, en réfléchissant sur l'Église, sur le monde ouvrier et sur son propre itinéraire. Mesurant combien, pour lui, l'expérience ouvrière, puis celle du syndicalisme CGT avaient changé sa vision du monde, il reconnaît avoir quitté dès lors le monde des « bien pensants », en même temps qu'il réorientait les ambitions d'un sacerdoce, pour lequel l'évangélisation passe d'abord par le témoignage et le partage. L'intérêt de l'ouvrage est là aussi dans cette conversion que l'on peut y suivre, significative d'un moment et d'un courant, qui, au train où vont les choses, dans la société et dans l'Église, risqueraient fort d'apparaître comme indéchiffrables s'il n'y avait une parole comme celle-ci pour en donner la clé.

Jean-Marie GUILLON

René et Christian GIROUSSENS, *Histoire et généalogie d'une famille provençale. Les Dedons, d'Istres à Aix, Pierrefeu et autres lieux*, préface de F.-X. Emmanuelli, Gémenos, Imp. Robert, 1998, 279 p.

Cette étude sur dix-neuf générations d'une famille originaire d'Istres, écrite à partir de dépouillements considérables des registres paroissiaux et notariaux, présente un intérêt qui dépasse nettement celui de l'érudition locale. R. et Ch. Giroussens auraient pu se borner à retracer l'ascension des futurs marquis de Pierrefeu de la notabilité istréenne du XV^e siècle à la noblesse de robe aixoise. Leur volonté de suivre systématiquement les quelque cinq cents descendants d'Alphant Dedons les conduit à nuancer fortement ce schéma trop facilement reçu d'une réussite sociale. Les descriptions de régressions sociales font la valeur de l'ouvrage autant si ce n'est plus que la saga de la branche devenue noble. L'effondrement des Dedons d'Istres, qui perdront jusqu'au « s » final de leur patronyme, est d'autant plus éloquent que ces descendants d'un notaire deviendront analphabètes en passant du statut de « noble » (notable) villageois à celui de ménager, de chirurgien, d'artisan, voire de travailleur. L'émigration vers Marseille n'améliore guère leur condition puisque l'un d'eux y est au XIX^e siècle vannier ambulante. Un tel déclasserment est expliqué par les auteurs par le fait que cette branche reste « au pays » et surtout par l'éparpillement de l'héritage à cause du nombre des descendants atteignant l'âge adulte – lequel n'est pas considérable pourtant. L'erreur majeure des Dedons d'Istres semblerait plutôt d'avoir cru pouvoir précocement accéder dès le XVI^e siècle au statut de rentiers alors que l'accumulation du capital foncier est encore insuffisante et que leur patrimoine sera vite amenuisé par les partages successoraux. Dès lors, la branche villageoise ne parvient pas à enrayer son déclin qui se manifeste aussi par la perte d'un capital culturel et symbolique (ils ne savent plus ainsi franciser leurs nom et prénoms lorsque, du moins, ils parviennent encore à signer). Un tel constat est particulièrement intéressant; les Dedons d'Istres n'ont pas voulu ou pu pratiquer les stratégies bien connues que la branche aixoise mettra en œuvre, celles de la famille-souche autoritaire avec instauration d'un héritier privilégié, ce qui impliquait le dédommagement des cadets (et les nobles aixois ajouteront évidemment le placement de cadets et cadettes dans l'Église, qui est impossible aux Dedons d'Istres).

Tout autre est le sort des autres branches, celle d'Arles, disparue précocement, et surtout celle d'Aix qui va compter six conseillers au parlement, trois en la cour des comptes et un à la sénéchaussée et qui obtient en 1682 l'érection en marquisat de la terre de Pierrefeu. La carrière et les possessions foncières et immobilières de ces gens de grande robe qui conservent longtemps des liens économiques avec la région de l'étang de Berre sont bien précisées. Sans doute eût-il fallu insister davantage sur les bons choix de Pierre

Dedons, qui a su opter pour la cause royale en 1589 en suivant la partie de la cour qui a fui Aix passée à la ligue pour se replier à Pertuis; il est significativement délégué comme juge à Marseille en 1596 à la chute de Cazaulx. Leurs domiciles (maisons urbaines et seigneuriales) et leur mode de vie auraient aussi mérité davantage de développements à partir de ces longs inventaires après-décès qui sont simplement signalés. Mais l'on ne peut que renvoyer sur ce point le lecteur à la thèse de Monique Cubells.

L'histoire contemporaine des Dedons paraît enfin pleine d'intérêt, moins par le changement patronymique de leur principale branche (elle obtint en 1852 de relever le nom des Demandolx, qui n'était plus porté que par l'épouse de l'un d'eux) que par la variété de leurs activités, de leurs lieux de naissance et de leurs alliances – dans la mesure du moins où l'on peut les entrevoir car les auteurs n'indiquent pas, par une discrétion compréhensible mais regrettable, le statut professionnel des membres des dernières générations. Leurs mariages et leurs carrières semblent cependant éloigner nombre d'entre eux de la Provence, même si l'héritage d'une famille alliée a fixé un rameau à Saint-Julien-les-Martigues. Une alliance américaine explique que le dernier représentant de la branche aînée des Dedons de Pierrefeu soit actuellement « citoyen américain, célibataire, domicilié dans une caravane sur une plage de Floride, sans alliance ». Il est dommage qu'un développement n'ait pas été consacré à Jean (Dedons) de Pierrefeu, l'auteur en particulier de *Plutarque a menti*, ouvrage bien connu des historiens de la guerre de 1914-1918, qui est sans doute le seul membre de cette famille à avoir accédé à des notices biographiques hors de l'espace provençal.

L'aspect le plus novateur de ce bon travail généalogique réside dans l'étude fine d'un cas exemplaire de déclassement sur la longue durée; il a aussi le mérite de tracer le portrait d'une famille de robins aixois de moyenne noblesse, qui n'accèdent pas aux honneurs de la cour et contractent mariage pour l'essentiel auprès de leurs pairs des cours souveraines, qui semblent enfin après la Révolution s'efforcer de « tenir leur rang » à travers des activités et par des alliances diversifiées. Ce livre apporte nombre de matériaux à une étude nuancée des évolutions sociales.

Régis BERTRAND

Joseph PIÉGAY, *Les mulets du sel. Une rébellion paysanne dans le pays du Verdon en 1710*, Les Alpes de lumière, Mane, 1998.

Voilà un petit livre inhabituel. Joseph Piégay n'est pas un historien de métier, mais un passionné d'histoire, et particulièrement de celle de la Provence. Il relate ici une révolte paysanne, survenue en 1710 dans le pays du bas Verdon, essentiellement à Vinon. La révolte est liée à la contrebande du sel. Des mulets chargés de sel venant du comté de Nice sont arrêtés par la brigade des fermes et deux contrebandiers faits prisonniers. Mais la brigade, les mulets et les prisonniers sont littéralement assiégés, dans une auberge de Vinon, par la population locale, secourue par celle de plusieurs communautés voisines. Et pour cause : des travailleurs agricoles, de Gréoux notamment, ont prêté leur mulet pour l'entreprise, c'est-à-dire pratiquement leur seul capital de travail. Les gardes seront finalement délivrés. Quelques coupables seront arrêtés, l'un d'eux condamné aux galères. La plupart toutefois s'enfuient. Et personne ne veut témoigner pendant l'enquête menée par la Cour des Comptes. Du groupe des séditeux, émerge la figure de Pierre Taron, travailleur à Gréoux, qui eut un rôle important, et fut le seul à finir forçat. Détail curieux : le même Pierre, ayant épousé à Bonnieux une Bourguignonne sans l'autorisation du curé de la lointaine paroisse de sa femme, dut se remarier avec elle à Gréoux en 1706. Cette rébellion bas-alpine est un événement classique, comme il y en eut d'autres avant et après 1710, révélateur des solidarités villageoises, de l'hostilité à la gabelle, et des nécessités d'une vie souvent rude, surtout cette année-là, juste après le grand hiver. Mais l'originalité de Joseph Piégay est de ne s'être pas contenté d'un exposé savant des faits. Il anime son propos, fait parler les protagonistes, décrit les sites, évoque les divers moments du jour. En sorte que le récit est vivant et pittoresque. On aurait pu craindre que ce soit au prix de la rigueur scientifique. Or, l'auteur administre la preuve qu'on peut être imaginatif et sérieux à la fois. L'analyse des faits repose sur une recherche d'archives étendue, allant des Archives nationales à celles de la Marine à Toulon, en passant par les archives communales, judiciaires, et le précieux fonds de la famille d'Albertas à Marseille. Et l'on se laisse volontiers convaincre. Même si l'on doute un peu que le sous-diacre de Saint-Julien ait pu parler aux révoltés de Vinon de Fénelon, de Bossuet et de La Hontan. Et même si l'historien se laisse un peu emporter par le lyrisme à la fin, en supposant la destinée de certains des personnages, mais c'est en indiquant clairement sa démarche et avec vraisemblance de surcroît. Bref, une lecture agréable, comme le serait un film historique solidement fondé, et un travail certainement utilisable par les enseignants pour leurs élèves.

Emile LITSCHGY, *La vie des palaces, hôtels de séjour d'autrefois*, Éditions Tac Motifs, Spéracèdes 06530, Diffusion Edisud, 1997, 351 p.

L'histoire de l'hôtellerie est un secteur de celle des entreprises qui, pour les périodes antérieures à la Seconde Guerre mondiale, et souvent encore après cette catastrophe, n'a pas bénéficié d'études aussi poussées que celles des autres secteurs de l'économie. La rareté des archives comptables accessibles aux chercheurs, l'insuffisance des listes de prix (la clientèle des établissements de luxe en particulier s'inquiétait peu de l'addition), ont eu pour effet d'écartier les historiens du modèle méthodologique de Simiand (1932), C.E. Labrousse (1933), Paul Combe (1955) ou Léon Bouvier (1961) : l'histoire des entreprises hôtelières s'est alors présentée comme celle des comportements; ainsi la thèse dactylographiée de Pierre Gouirand : *Essai historique sur une théorie de l'accueil* (Nice, 1985); ou celle des catégories professionnelles et des goûts de la chalandise; ainsi l'ouvrage dont la conception dépasse de beaucoup celle de la monographie, ouvrage que nous offre Emile Litschgy.

L'auteur s'est intéressé aux *Palaces*, c'est-à-dire à une forme d'entreprise hôtelière, emblème d'une époque et d'une société; ces établissements ne triomphèrent que durant une période relativement courte; ils naissent en Suisse vers le milieu du XIX^e siècle, imposent une nouvelle organisation des services, donc une nouvelle architecture et meurent peu après la Seconde Guerre mondiale; alors « les équarisseurs firent d'excellentes affaires avec ces cadavres »; l'auteur veut nous dire que les commissaires-priseurs, en particulier sur la Côte d'Azur, réalisèrent la liquidation du mobilier de luxe et des ustensiles de prix de l'argenterie, avant que les bâtiments ne soient livrés à la copropriété; les pages que consacre Emile Litschgy à cette mise à mort sont imprégnées d'une nostalgique poésie.

Le Palace, mais qu'était-ce donc? A en croire Pierre Gouirand, l'image du Palace n'est pas celle de l'hôtellerie de luxe : tout y est plus grand, plus luxueux, plus sophistiqué qu'ailleurs, proche du rêve; un tel établissement peut recevoir plusieurs dizaines, voire des centaines de clients sans que ceux-ci soient gênés par la promiscuité, dans un cadre d'une grande élégance et avec les derniers développements de la technique en matière de confort. Le Palace fait partie de la catégorie des hôtels de séjour, selon Emile Litschgy, qu'il faut bien distinguer des hôtels d'usage; ce dernier type « existait depuis toujours et continuait, comme auparavant à offrir gîte et couvert aux passants. » Comme son nom l'indique, l'hôtel de séjour a des clients fidèles, des résidents qui usent de cette entreprise comme ils le font ailleurs d'une résidence secondaire; et il est peut-être vrai que ce type d'entreprise relève davantage de l'économie résidentielle que de l'économie touristique.

L'activité du Palace est saisonnière, et la saison que décrit notre auteur, celle de l'hiver; l'ouverture, décrite dans un chapitre particulier, et la fermeture, obligent à un travail de classement des outils, ustensiles et éléments mobiliers, classement parfaitement analysé, l'occasion de faire revivre pour nous un monde qui rappelle le cadre des châteaux familiaux et annonce le confort des appartements urbains qui se multiplient en ce siècle.

Dans les rapports avec la clientèle, le directeur est un hôte et le personnel formé généralement de spécialistes rassemblés en corps très solidaires dont les comportements corporatifs sont très bien adaptés à l'état des techniques de la vie de l'époque; ainsi la photographie de groupe du « clan des cuisiniers », de la brigade de cuisine, carte postale qui indique aux confrères dans quelle Maison l'on est, et signale aux chefs recruteurs les références que l'on peut déjà présenter. Cent soixante-quinze pages en six chapitres exposent avec brio et minutie le recrutement, le rôle, les difficultés et avantages souvent non négligeables et mal connus, des différentes catégories d'employés; d'autant que bon nombre d'entre ces métiers ont, de nos jours, disparu.

Cette histoire des métiers, qui est parfois, directement ou indirectement faite de récits de vie, chers à la sociologue Simone Clapier-Valladon et à l'historien Philippe Joutard, repose sur témoignages vécus et confessions orales; l'ampleur de la période révélée va, par accumulation de ces souvenirs, de 1839 à 1950; l'auteur y introduit son autobiographie, celle d'un conscrit de l'an quarante, et ce n'est pas sans donner à cette histoire des palaces une ponctuation expressive. Mais le patrimoine écrit qui a été utilisé est volumineux : d'abord « Les cahiers de Jean », le père de l'auteur (1883), qui fit un apprentissage bien décrit, et une carrière de cuisinier allongée jusqu'à Montevideo mais troublée par la guerre de 1914-1918; ces « cahiers » ne sont pas un recueil de recettes car chaque cuisinier, à cette époque « savait de mémoire comment réaliser n'importe quelle préparation classique »; ils sont une collection de menus exotiques préparés loin de la France par le jeune chef, puis de menus d'exception mêlés à quelques souvenirs; s'y ajoutent d'innombrables cartes postales et des extraits de journaux, des gravures publicitaires, des « réclames », et des lettres nombreuses, des comptes dispersés, et de précieuses listes de membres des « brigades », vingt-quatre personnes pour le voyage en Argentine, en ordre hiérarchique, avec indication de la profession, de la nationalité, et du salaire : de 600 francs-or pour le « chef de partie » saucier, à 200 francs-or pour le chef plongeur italien.

Quelques flashes peuvent donner l'atmosphère de la vie des palaces; le concierge ou l'homme aux Clefs d'Or, le professionnel qui a le mieux survécu dans l'hôtellerie de luxe actuelle : « cet homme, toujours d'âge mûr, à de rares exceptions près, sorti du rang »; pourvu du certificat d'études primaires mais parlant couramment trois ou quatre langues; avec une mémoire infailible, des talents de physionomiste, connaissant tous les prix de la ville,

donnant sa carte de visite comme meilleure recommandation auprès d'un de ses collègues de Naples, payeur de tout produit qui arrive pour ses clients à sa loge, donc banquier des plus fortunés, connaissant le quotidien de chacun, conseillant le postier de l'hôtel et n'hésitant pas à retirer du lot les enveloppes trop parfumées pour les remettre discrètement au destinataire.

Si certains palaces que l'auteur connaît bien parce qu'il y a travaillé ou les a dirigés, sont présentés sous toutes leurs lumières, beaucoup d'autres sont cités et offrent des éléments de comparaison : 16 en Provence et Comté de Nice, 16 dans d'autres villes du territoire national, 5 à l'étranger dont 2 en Suisse, 1 en Hongrie, 1 en Belgique et l'Hôtel Parque à Montevideo.

Largement illustré par des photographies anciennes et des reproductions de cartes postales d'époque, bien pourvu de documents : menus, et textes tirés des « carnets de Jean », ou lettres de clients ordinaires ou illustres, ce volume structuré par une réflexion mûre et une expérience exceptionnelle est un riche volume de références pour l'histoire en Europe occidentale des Palaces et de leurs fastes.

Paul GONNET

Claude MARTEL, *Les mots du jeu de boules en Provence, pétanque, jeu provençal*. Préface de Jean-Claude Bouvier, Paris, éd. Payot et Rivages, 1998, 330 p.

« Le jeu de boules fonctionne sans nul doute comme l'un des *conservatoires* de l'expression régionale mais aussi comme un lieu de son renouvellement permanent. » Ce constat de Claude Martel éclaire une recherche érudite et savoureuse à la fois, fondée sur les dictionnaires dialectaux, les attestations littéraires, les comptes rendus des journaux régionaux et surtout l'enquête orale. Ce lexique offre pour chaque mot sa ou ses significations précises, des attestations soigneusement localisées et datées, son étymologie parfois hypothétique, son aire d'extension et de compréhension actuelle. Le lecteur qui ne fréquente guère le « terrain » ne peut qu'être surpris par l'ampleur, la variété et la précision de ce vocabulaire. Ce bagage linguistique traduit évidemment l'importance prise par le jeu de boules dans l'espace régional, où il donne lieu à des compétitions bien connues; il pourrait être le reflet d'une recherche de connivence entre pratiquants d'un sport qui constitue une forme de sociabilité publique; il doit être aussi le moyen de tester le degré d'initiation langagière d'un nouveau joueur.

L'on souhaiterait pouvoir disposer d'un tel livre pour d'autres activités collectives ou d'autres secteurs de l'espace provençal, la pêche, la navigation et les sports maritimes ou la chasse. Le vocabulaire du bâtiment et des activités immobilières vu à travers les petites annonces et les revues de décoration offrirait aussi matière à de fructueuses études. Espérons que le beau livre de Claude Martel fera école.

Régis BERTRAND

Gustave VERGELIN, *Doctes discours. Discours (dits d'usage) de distribution des prix du collège de Draguignan prononcés entre 1895 et 1946*, Draguignan, chez l'auteur, 1998, 347 p.

C'est une idée originale qu'a eue cet ancien élève du collège en rassemblant 36 discours de distribution des prix, prononcés de part et d'autre de la Première Guerre mondiale et édités dans la presse locale. On pourrait croire de tels discours – de collège de petite préfecture – bien trop ampoulés et bien trop convenus pour que l'on puisse y trouver de l'intérêt. Convenus, ils le sont souvent, et dans la forme, et dans le fond, mais, présentés dans cette continuité, ils deviennent des documents significatifs d'un milieu, celui de l'élite enseignante de la Troisième République. Comme l'on pouvait s'y attendre, ils sont volontiers moralisateurs, souvent cocardiers, pleins d'artifices de langage et de composition. L'appel à la haine de l'Allemand – même en 1917 – laisse un goût amer. L'amabilité de la dissertation sur « la politesse dans la démocratie », en juillet 1914, prêterait plutôt à sourire, mais tous les sujets n'accusent pas un tel décalage avec la réalité. Ils l'anticipent parfois, comme cette critique qui se veut vigoureuse du productivisme en 1929 (« Produire, tel est le refrain du jour. Je veux bien. Mais produire quoi ? »). Les discours reflètent souvent l'air du temps, un air du temps très conformiste : la poésie « décadente » (symboliste) est vilipendée en 1896, l'expansion coloniale exaltée trois ans après, l'histoire appelée à la rescousse nationale en 1902, la civilisation industrielle regardée avec méfiance à plusieurs reprises. On constatera avec intérêt que « la crise du français » ne date pas d'aujourd'hui, ni l'engouement pour les mathématiques (1921), et que la critique de l'encyclopédisme fait partie des lieux les plus communs du monde enseignant. Justement, le plus intéressant, peut-être, réside dans le constat que, bien loin d'être confit en « humanités » classiques, l'enseignement se veut ouvert sur le progrès et sur le monde. Dès 1897 et

1898, les discours font l'éloge des voyages et des langues vivantes et ces thèmes reviennent régulièrement jusqu'aux années trente. Le géographe vante sa discipline parce qu'elle est utile (pour l'expansion économique et politique) et « moderne ». La modernité est sans doute le thème le plus récurrent jusqu'au dernier discours de la série, celui de 1946 qui fait, en particulier, l'éloge de l'éducation anglo-saxonne, parce qu'il faut former un homme d'action, de caractère, de volonté, d'initiative. Et l'expérience des guerres convainc davantage encore de ce qui apparaît comme une impérieuse nécessité.

Ajoutons que certains de ces morceaux de bravoure sont à tous égards remarquables : la très sensible méditation sur la guerre, offerte en 1931 par un ancien élève de l'ENS, qui renvoie de 1914 à l'Antiquité et d'une guerre que l'on a pris pour un jeu au rire d'Aristophane, ou bien encore le subtil éloge de la tolérance et du débat du philosophe Gustave Fourment alors que l'on sort à peine de l'Affaire Dreyfus. Cette audace lui vaut les attaques de la presse sectaire antidreyfusarde et le lettré, l'ami de Paul Valéry, ainsi mis en cause, franchira le pas politique et deviendra le leader politique d'un Var en passe d'être gagné au socialisme. C'est à cet épisode – l'auteur est le filleul de Fourment – que l'on doit ce recueil qui se veut modeste, mais dont, finalement, il y a beaucoup à retirer.

Jean-Marie GUILLON

Louis CHABOT, Robert CAYOL, Michèle AUREILLE, Anne-Marie GERMAIN, *Les Pennes-Mirabeau*, Barbentane, Equinoxe, 1996, 184 p. ill. (Le temps retrouvé).

Les éditions Equinoxe, spécialisées dans les monographies d'histoire locale du Sud-Est comme le suggère le catalogue publié en dernière page de ce livre, nous offrent ici une monographie d'un des principaux villages qui jouxtent le vaste terroir marseillais. Cette localisation aux marges – ou aux portes – de la grande cité aurait pu fournir une problématique générale à l'ouvrage, lequel juxtapose sans souci de coordination trois études. D'abord, sous la plume de L. Chabot, l'analyse détaillée, illustrée par de nombreuses photographies, des vestiges préhistoriques, protohistoriques et antiques retrouvés sur le territoire communal, et en particulier celle des deux *oppida* de Teste-Nègre et de la Cloche, qui furent au siècle dernier l'objet de « fouilles » historiques, marquant des étapes de l'archéologie protohistorique

de la région et dont l'auteur a repris l'exploration. Puis, l'étude « du Moyen Age à nos jours » est conduite par R. Cayol, qui avait déjà consacré en 1982 un premier essai à la commune. Elle retrace à grands traits l'histoire d'une seigneurie qui appartient d'abord à Saint-Victor et au chapitre cathédral de Marseille, puis passe entre les mains de plusieurs familles, avant de devenir en 1552 le fief des Vento; elle est érigée en marquisat en 1678. A signaler aussi d'intéressants passages sur le problème de la délimitation des terroirs de Marseille et des Pennes et sur la peste de 1720. L'auteur est très attentif aux traces du passé encore visibles, aux monuments – l'église paroissiale, 1869-1872, est une des meilleures œuvres de J. Huot –, et aux œuvres d'art. Enfin un rapide historique des écarts clôt cette seconde partie. La dernière, due à A.-M. Germain et M. Aureille, se présente comme un « témoignage » sur la vie locale dans la première moitié du XX^e siècle et les années de la Seconde Guerre mondiale. Illustrée de cartes postales et de photographies anciennes, elle est essentiellement constituée d'extraits des souvenirs oraux de quatre « Pennois d'origine ».

L'on regrette que les auteurs n'aient pas manifesté le souci d'un minimum de concertation (ne serait-ce que pour les remerciements!). Du moins l'éditeur aurait-il pu donner davantage de cohésion à l'ouvrage (qu'il présente comme « trois livres en un ») dans le respect de la prose et des illustrations de chacun par quelques artifices de mise en page : ainsi des remarques incidentes de chacune des parties auraient-elles pu figurer en encadrés (dûment signés), à une place plus judicieuse pour la bonne compréhension de l'enchaînement historique. Quelques détails de la présentation matérielle ne laissent pas de surprendre : l'absence d'une table des matières générale et la présence de celle de la seconde partie... à la p. 88, l'existence de deux lexiques, un pour la première partie, p. 84-85, un autre pour la seconde, p. 144. Voilà qui ne rend guère aisé l'accès d'un travail qui est certes susceptible d'être lu avec profit par un lectorat chevronné d'amateurs du passé ou de spécialistes, mais qui est destiné prioritairement aux habitants du lieu, lesquels auraient sans doute apprécié qu'on leur en facilite quelque peu la lecture.

Régis BERTRAND

Jacques-François LANIER, *Servan ou l'art de survivre*, Romans, chez l'auteur, 1997, 255 p.

Suite à son précédent ouvrage¹, l'auteur délaisse ici la biographie de son héros pour se pencher sur l'œuvre juridique et politique de Servan. C'est dire que le titre ne convient guère au contenu, mais peut-être a-t-il été choisi pour éclairer un curieux parcours politique.

La première partie veut rappeler la participation du magistrat dauphinois à la réflexion des Lumières sur les principes du droit criminel. L'auteur prend le parti de rappeler les idées débattues au cours des deux décennies pré-révolutionnaires et d'illustrer, avec de nombreuses et courtes citations, les prises de position de Servan, disciple de Beccaria, sur l'égalité des droits devant la justice, la soumission des juges à la loi, la définition des délits et des crimes, la forme de l'instruction judiciaire, le jugement du jury, etc. Si l'œuvre juridique (et politique) de Servan de 1766 à 1781 est incontestablement importante, n'est-elle que le reflet des Lumières et l'ancien avocat général du parlement de Grenoble n'est-il qu'un propagandiste des idées réformatrices ? On peut regretter que l'originalité de la pensée de Servan ne soit qu'esquissée et que son rayonnement personnel sur les œuvres de ses contemporains ne soit pas montré.

Quant à la pensée politique de Servan pendant la Révolution française, l'auteur a le mérite de publier les deux projets de déclarations des droits de l'homme et du citoyen publiés en 1789, dont l'un, déjà, à Lausanne. Le rôle politique qu'il joue en 1788-89 non seulement dans le Dauphiné, mais dans le réseau national du parti patriote, mériterait d'être approfondi. Préférant la retraite en Suisse au tumulte de l'agitation révolutionnaire en 1792, le monarchien rentre en France quand la Révolution est finie. Celui qui ne voulait participer qu'en publiciste à la vie publique et avait refusé de siéger aux États-Généraux, dans la logique de ses choix antérieurs, accepte finalement de collaborer au régime de Bonaparte en président le corps électoral de Tarascon et en faisant partie du Corps législatif.

Le mérite des travaux de M. Lanier est d'inviter les chercheurs à une redécouverte de ces Lumières provinciales.

Christine PEYRARD

1. Michel Joseph Antoine Servan (1737-1807), *Avocat général de l'Humanité* (cf. compte-rendu dans *Provence historique*, 1998, p. 242).

Bernard MOREAU, *Voter en 1789 : l'exemple de la sénéchaussée de Nîmes*, Préface de Philippe Seguin, Paris, Publisud, 1995, 336 p.

Natif de Nîmes et fonctionnaire à l'Assemblée nationale, B. Moreau a judicieusement profité de ses fonctions pour s'atteler à un sujet d'histoire sur sa région d'origine. C'est un redoutable sujet que celui de la campagne électorale de 1789 car il impose la réunion d'une importante documentation archivistique et bibliographique. Comme la ville de Nîmes a eu la chance d'entretenir un goût très vif de l'histoire et d'accueillir nombre d'historiens de talent, l'auteur sait reconnaître sa dette à l'égard de ses devanciers et situer l'originalité de son sujet.

Le tableau de la sénéchaussée de Nîmes et du futur département du Gard qu'il brosse au préalable met classiquement en valeur ses caractères urbains et industriels – « on assiste au début du passage d'une société d'ordres à une société de classes » p. 33 – et, bien sûr, son ancien et profond clivage confessionnel. Dans la présentation de l'opinion publique à la veille de la Révolution comme dans le déroulement des élections, c'est à ce dernier aspect que l'auteur a été le plus sensible. La personnalité de Rabaut-Saint-Etienne comme la haine qu'il a cristallisée font du célèbre pasteur nîmois la figure incontournable de la pré-révolution dans le Languedoc. Porte-parole naturel des intérêts du Tiers-Etat et du « parti patriote », comme il l'a été des protestants et d'une nouvelle conception de la tolérance, ses brochures et sa correspondance restent les sources essentielles dans l'étude de la campagne électorale de 1789. Si l'auteur n'a pas fait de grandes découvertes en matière de pamphlets nîmois dans la bibliothèque de l'Assemblée nationale, il rappelle l'importance des *Considérations sur les intérêts du Tiers-Etat, adressées au peuple de province* de Paul Rabaut qui a inspiré la fameuse brochure de l'abbé Sieyès *Qu'est-ce que le Tiers-Etat ?* De là à en faire le chef d'orchestre clandestin du complot révolutionnaire – thème cher à Augustin Cochin qui, comme on le sait peu en suivant la brillante relecture de ses travaux présentée naguère par F. Furet, vouait aux protestants une haine comparable à celle des jacobins – il n'y a qu'un pas que B. Moreau refuse heureusement de franchir (p. 119). Pour autant, le lecteur reste un peu sur sa faim car l'auteur hésite à suivre Gwyne Lewis, évoquant le « républicanisme protestant » (p. 121), alors même qu'il a relevé l'usage fréquent du mot « républicain » sous la plume des administrateurs civils et militaires (p. 99) sans donner, ce qui est regrettable, un relevé des citations complètes. De même, la question religieuse dans les cahiers de doléances est rapidement expédiée : comme « 18 cahiers seulement » font allusion aux protestants, il convient de parler de « discrétion huguenote » (p. 120) ou de prudence tactique. Pourtant, l'auteur évoque, sans s'y attarder, le débat à l'assemblée du Vigan du 11 mars 1789 où le principe de l'admission des non-catholiques à tous les emplois et, donc, de

l'égalité des droits, a été posé, anticipant sur le grand débat national de la Constituante à la fin de l'année.

Néanmoins, l'ouvrage est très documenté, notamment, sur les assemblées diocésaines des trois ordres qui rejettent le modèle des Etats du Languedoc, sur la complexité des élections aux Etats-Généraux comme sur les assemblées de second degré. L'originalité de ces élections est double : d'un côté, la victoire du haut-clergé conservateur dans l'assemblée du clergé qui ne choisit pas majoritairement des curés, mais des évêques et, de l'autre, le vote catholique en faveur des protestants dans l'assemblée du Tiers puisque la sénéchaussée compte six élus protestants sur huit députés du Tiers-Etat. Si la corrélation entre ces deux scrutins est évidente et permet de mieux apprécier le profond antagonisme politique entre « aristocrates » et « patriotes » à Nîmes et dans le Gard, il n'en demeure pas moins que les élections au premier degré dans les campagnes surtout, auraient été intéressantes à étudier. Certes, B. Moreau montre que les conditions de vote des ruraux étaient plus favorables que celles des citadins : mais cela reste un peu court après les travaux aussi fouillés que ceux de Monique Cubells ou de Georges Fournier, en Provence ou Languedoc, tant sur les chiffres de participation électorale et l'étude des exclus du droit de vote en 1789, que sur d'autres tests de l'opinion publique, notamment le rôle des mouvements populaires.

Reconnaissons à l'auteur le mérite de s'être attelé à un sujet difficile et d'avoir fait un important travail documentaire : ce qui n'est pas un mince compliment.

Christine PEYRARD